

The logo for Troyes, featuring a stylized wave icon above the word "Troyes" in a white serif font, set against a purple square background.

Troyes

Rapport de présentation

Compte administratif 2012





COMPTE ADMINISTRATIF

2012

RAPPORT DE PRESENTATION

COMPTE ADMINISTRATIF 2012

RAPPORT DE PRÉSENTATION

Le Compte Administratif retrace, à l'issue de la clôture de l'exercice, les résultats de l'exécution du budget par l'Ordonnateur (Maire) de la collectivité, tant en dépenses qu'en recettes et dans la limite des autorisations données par le Conseil Municipal.

Conformément à l'article L. 1612-12 du code général des collectivités territoriales, le Compte Administratif est présenté par le Maire à l'Assemblée délibérante, après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice, du Compte de Gestion par le comptable de la collectivité, avec lequel il doit être conforme.

Le vote de l'Assemblée délibérante doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné.

Le rapport de présentation joint au projet de délibération sur le vote du Compte Administratif et au rapport technique détaille, à l'aide des tableaux de synthèse joints et des différents commentaires, l'état des réalisations chapitre par chapitre comparativement aux crédits votés aux différentes étapes budgétaires (budget primitif, budget supplémentaire et décisions modificatives).

Le Compte Administratif 2012 constitue normalement le dernier de la mandature 2008/2014. Aussi, il donne l'occasion de faire un point sur le Plan d'Action Municipale (P.A.M.) et sur la situation budgétaire et financière de la Ville à l'issue de la mandature et de la réalisation du P.A.M. Cette analyse doit permettre de mesurer l'impact de ce dernier à la clôture des comptes pour 2012, et par anticipation sur ceux pour 2014.

A la suite de cette analyse, le Compte Administratif, le Compte de Gestion et l'affectation des résultats 2012 sur l'exercice 2013 seront soumis à votre approbation.

SOMMAIRE

I – PLAN D’ACTION MUNICIPALE – SITUATION BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2012

A – SECTION DE FONCTIONNEMENT – BILAN DES REALISATIONS AU 31/12/2012

B – SECTION D’INVESTISSEMENT – BILAN DES REALISATIONS AU 31/12/2012

C – RATIOS REGLEMENTAIRES D’ANALYSE FINANCIERE

II – EXECUTION BUDGETAIRE 2012 – TABLEAUX SYNTHETIQUES COMMENTAIRES

A – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - VUE D’ENSEMBLE (Tableau I)

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT

a) Dépenses de fonctionnement (Tableau II)

b) Recettes de fonctionnement (Tableau III)

C – SECTION D’INVESTISSEMENT

a) Dépenses d’investissement (Tableau IV)

b) Recettes d’investissement (Tableau V)

D – RESULTAT DE L’EXERCICE 2012 - CONSOLIDATION AVEC LES BUDGETS ANNEXES (Tableau VI)

I – PLAN D’ACTION MUNICIPALE – SITUATION BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2012

Depuis 2008, la Municipalité s’est fixée comme objectif d’améliorer l’offre de services aux habitants et l’attractivité du territoire troyen, conformément au Plan d’Action Municipale 2009/2014, dans le respect des priorités financières fixées au début de la mandature : maintien d’une capacité à autofinancer les investissements programmés, réduction de l’encours de dette par la diminution du recours à l’emprunt et augmentation dans le même temps du remboursement du capital restant dû, le tout avec une maîtrise affirmée de la fiscalité sur la durée du mandat.

L’analyse des comptes de l’année 2012 est l’occasion de faire le point sur la situation du Plan d’Action Municipale au 31 décembre 2012 et d’en mesurer l’impact sur la situation financière de la Collectivité à travers une analyse financière portant sur l’évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement, sur les soldes intermédiaires de gestion, la dette ainsi que sur les principaux investissements. L’impact de ces choix sera également mesuré à travers l’analyse de différents ratios financiers réglementaires figurant à l’article R2313-1 du code général des collectivités territoriales.

A – SECTION DE FONCTIONNEMENT - BILAN DES REALISATIONS AU 31 DECEMBRE 2012

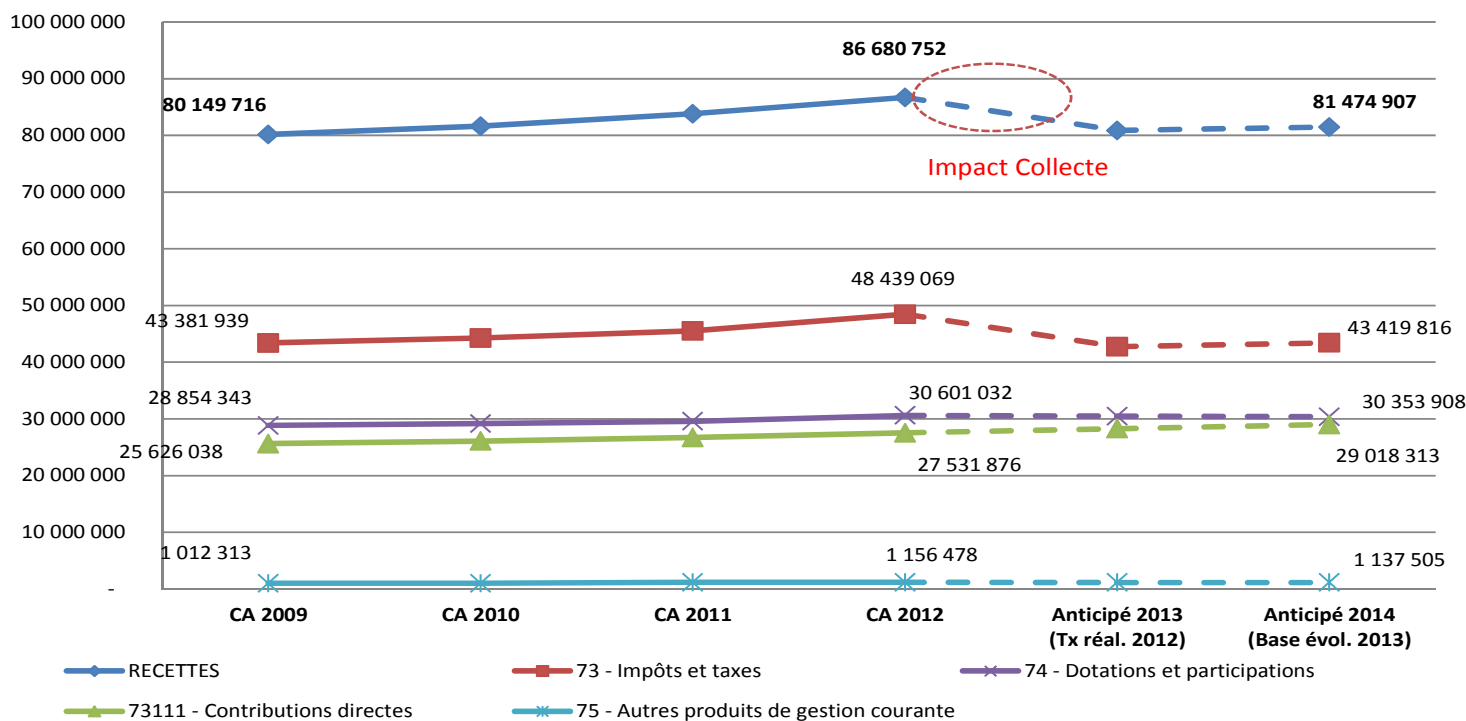
A.1 – ANALYSE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT	TOTAL PAM 2009/2014	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	Total 2009/2012	Taux réal. au 31/12/2012	Total anticipé 2009/2014	Evolution 2012/2011	Evolution 2012/2009
RECETTES	487 000 000	80 149 716	81 630 257	83 809 700	86 680 752	332 270 425	68,2%	494 614 717	3,4%	8,1%
70 - Produit des services	38 800 000	6 482 476	6 614 545	6 678 796	6 278 450	26 054 268	67,2%	38 863 508	-6,0%	-3,1%
73 - Impôts et taxes	269 400 000	43 381 939	44 256 452	45 512 594	48 439 069	181 590 053	67,4%	267 738 829	6,4%	11,7%
73111 - Contributions directes		25 626 038	26 088 238	26 721 996	27 531 876	105 968 148		163 251 785	3,0%	7,4%
7331 - Taxe d'enlèvement des ordures ménagères		6 146 326	6 220 680	6 401 604	6 566 549	25 335 159		25 335 159	2,6%	6,8%
Dotations Grand Troyes	55 000 000	9 167 970	9 293 009	9 303 175	11 271 953	39 036 107	71,0%	61 680 747	21,2%	22,9%
74 - Dotations et participations	172 100 000	28 854 343	29 159 680	29 589 093	30 601 032	118 204 148	68,7%	179 035 275	3,4%	6,1%
Dotations de l'Etat	128 000 000	20 940 711	21 248 772	21 335 600	21 835 030	85 360 113	66,7%	128 132 060	2,3%	4,3%
<i>dont 7411 - Dotation forfaitaire</i>		16 641 824	16 519 555	16 290 669	16 233 325	65 685 373			-0,4%	-2,5%
Subventions et participations		5 062 547	4 734 566	4 628 525	5 136 552	19 562 190			11,0%	1,5%
75 - Autres produits de gestion courante	5 900 000	1 012 313	1 003 310	1 176 354	1 156 478	4 348 455	73,7%	6 632 078	-1,7%	14,2%

Sur la période 2009-2012, les **recettes de fonctionnement** s'améliorent, passant de 80 149 716 € à **86 680 752 € (+8,1%)** sous l'effet de l'augmentation des ressources issues des contributions directes, liées essentiellement à « l'effet base » (augmentation des bases fiscales décidées par le Parlement en loi de finances) observé sur la période et de la hausse des dotations versées par le Grand Troyes depuis le transfert de la compétence « Collecte » au 1^{er} janvier 2012. A contrario, on peut noter une diminution de la **dotation forfaitaire de l'Etat**, celle-ci étant ramenée de 16 641 824 € à **16 233 325 € (-2,5%)**, conformément à l'objectif de réduction des déficits publics auquel doivent contribuer les collectivités locales. Les subventions et participations restent stables à 5 millions d'euros sur la période représentant près de 6% des recettes de fonctionnement.

Le graphique ci-dessous reprend l'évolution des différentes composantes des ressources de fonctionnement de la Ville sur la période.

Recettes de fonctionnement 2009/2014 - Détail annuel



A.2 – ANALYSE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

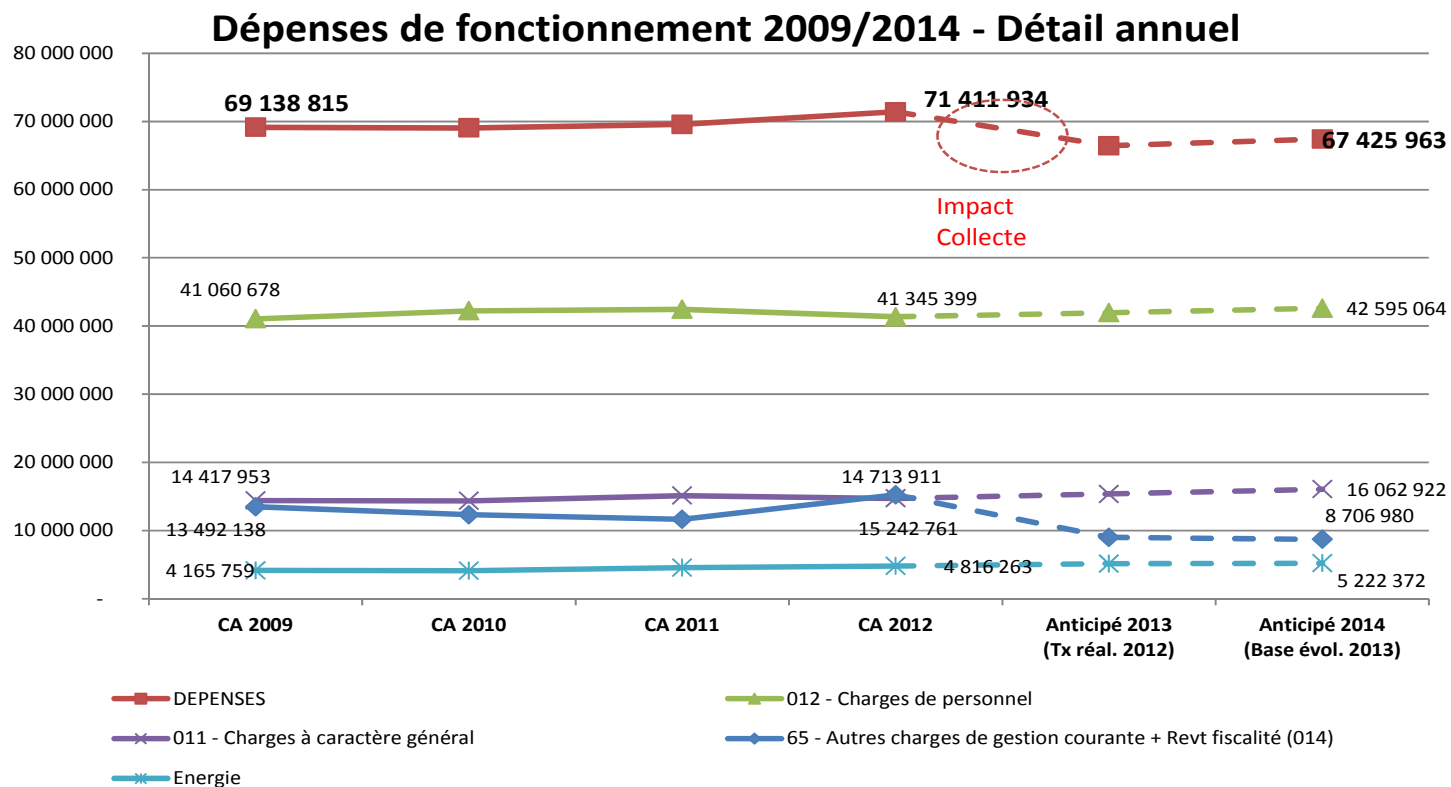
FONCTIONNEMENT	TOTAL PAM 2009/2014	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	Total 2009/2012	Taux réal. au 31/12/2012	Total anticipé 2009/2014	Evolution 2012/2011	Evolution 2012/2009
DEPENSES	415 400 000	69 138 815	69 052 873	69 561 438	71 411 934	279 165 060	67,2%	413 010 007	2,7%	3,3%
011 - Charges à caractère général	86 000 000	14 417 953	14 355 664	15 118 571	14 713 911	58 606 099	68,1%	90 042 648	-2,7%	2,1%
Energie	22 800 000	4 165 759	4 117 700	4 571 485	4 816 263	17 671 207	77,5%	28 030 141	5,4%	15,6%
Maintenance des installations	14 900 000	2 018 230	1 823 864	1 954 171	2 098 303	7 894 568	53,0%	12 342 323	7,4%	4,0%
Autres charges de fonctionnement	48 300 000	8 233 964	8 414 100	8 592 915	7 799 345	33 040 324	68,4%	49 670 184	-9,2%	-5,3%
012 - Charges de personnel	251 800 000	41 060 678	42 231 195	42 458 488	41 345 399	167 095 759	66,4%	251 656 403	-2,6%	0,7%
Personnel permanent		38 730 899	39 708 945	39 999 561	38 819 677	157 259 082			-2,9%	0,2%
Personnel vacataire		1 599 326	1 606 762	1 772 889	1 642 291	6 621 268			-7,4%	2,7%
Autres charges de personnel		730 453	915 488	686 038	883 431	3 215 409			28,8%	20,9%
65 - Autres charges de gestion courante + Revt fiscalité (014)	77 000 000	13 492 138	12 313 561	11 659 141	15 242 761	52 707 601	68,5%	70 412 496	30,7%	13,0%

Les **dépenses de fonctionnement** se caractérisent par une hausse moins soutenue que celle des recettes décrites préalablement, passant de 69 138 815 € à **71 411 934 € (+3,3%)** entre 2009 et 2012. L'évolution des **charges de personnel** est de **+0,7%**, ce poste qui représente environ 58% des dépenses de fonctionnement étant stabilisé aux alentours de 41 millions d'euros sur la période, malgré les évolutions induites par le « Glissement vieillesse technicité – GVT » et les revalorisations statutaires dont ont pu bénéficier certaines catégories de personnel (réforme des catégories C et B).

Les **charges à caractère général** évoluent de **2,1%**, passant de 14 417 953 € à **14 713 911 €** en raison essentiellement des hausses constatées sur l'énergie (+15,6%) malgré les efforts entrepris par la Collectivité pour en maîtriser les effets (achat de véhicules électriques, programmes de travaux dans les bâtiments municipaux...). La ligne « maintenance des installations » connaît une hausse de 4% sur la période rendue nécessaire par l'entretien du patrimoine communal, qu'il s'agisse des bâtiments ou du matériel roulant.

Les **autres charges de gestion courante**, qui comprennent notamment les subventions versées aux associations et les contributions aux établissements publics administratifs (EPA Maison du Boulanger, Centre municipal d'action sociale) sont en hausse de **13%** sur la période, passant de 13 492 138 € à **15 242 761 €**, mais en intégrant des reversements de fiscalité de la Ville au Grand Troyes dans le cadre de la gestion de la collecte, imputés au chapitre 014. Après retraitement de ces derniers, ces dépenses sont ramenées de 11 300 882 € en 2009 à 8 459 041 € en 2012, soit une baisse de 25,1%, s'expliquant notamment par le retrait de la Ville du Syndicat intercommunal du village de vacances de Lamoura et par l'évolution de la contribution au S.D.E.A. selon le rythme des travaux.

Le graphique ci-dessous reprend l'évolution des différentes composantes des dépenses de fonctionnement de la Ville sur la période.



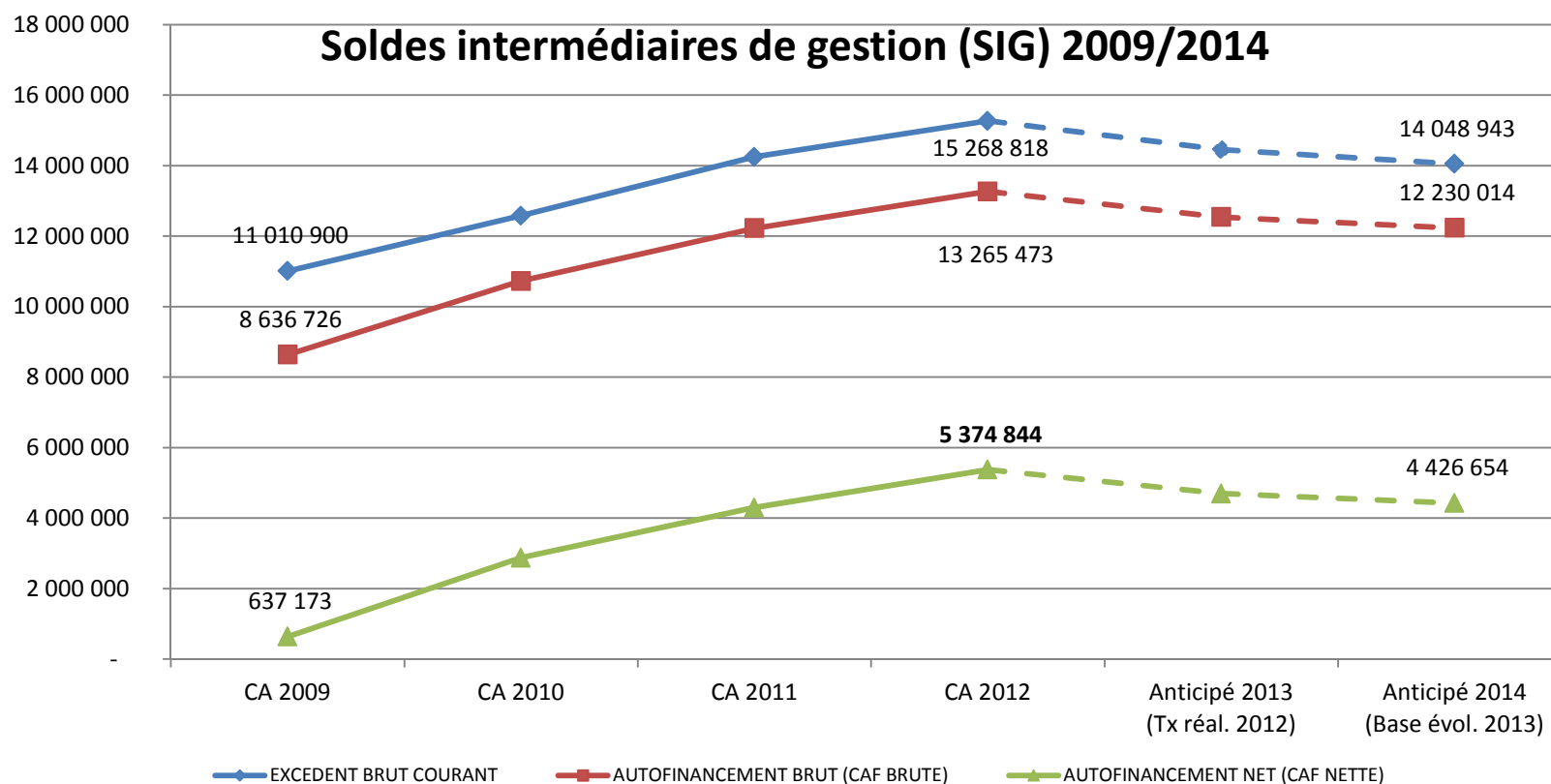
L'évolution comparée entre les recettes (+8,1%) et les dépenses de fonctionnement (+3,3%) permet de mettre en évidence l'absence « d'effet ciseaux » pesant sur la section de fonctionnement de la Ville, le dynamisme des recettes et la maîtrise des dépenses permettant à la Ville d'améliorer son autofinancement sur la période, comme le montre l'analyse des soldes intermédiaires de gestion (SIG) sur la période.

A.3 – SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

FONCTIONNEMENT	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	Anticipé 2013 (Tx réal. 2012)	Anticipé 2014 (Base évol. 2013)
RECETTES (A)	80 149 716	81 630 257	83 809 700	86 680 752	80 869 386	81 474 907
70 - Produit des services	6 482 476	6 614 545	6 678 796	6 278 450	6 362 191	6 447 049
73 - Impôts et taxes	43 381 939	44 256 452	45 512 594	48 439 069	42 728 960	43 419 816
74 - Dotations et participations	28 854 343	29 159 680	29 589 093	30 601 032	30 477 219	30 353 908
75 - Autres produits de gestion courante	1 012 313	1 003 310	1 176 354	1 156 478	1 146 118	1 137 505
77/013 - Produits exceptionnels	418 645	596 270	852 863	1 867 778	154 897	116 629
DEPENSES (B)	69 138 815	69 052 873	69 561 438	71 411 934	66 418 983	67 425 963
011 - Charges à caractère général	14 417 953	14 355 664	15 118 571	14 713 911	15 373 627	16 062 922
012 - Charges de personnel (périmètre courant)	41 060 678	42 231 195	42 458 488	41 345 399	41 965 580	42 595 064
65 - Autres charges de gestion courante + Revt fiscalité (014)	13 492 138	12 313 561	11 659 141	15 242 761	8 997 915	8 706 980
014 - Atténuation de produits	2 207 417	2 256 364	2 328 146	6 818 908	20 302	20 000
67 - Charges exceptionnelles	168 046	152 453	325 239	109 863	81 862	60 997
EXCEDENT BRUT COURANT (C=A-B)	11 010 900	12 577 384	14 248 263	15 268 818	14 450 402	14 048 943
DETTE						
Frais financiers	2 278 634	2 020 477	2 051 117	2 052 501	1 958 444	1 868 084
Autres frais financiers	95 540	- 168 206	- 24 127	- 49 155	- 49 155	- 49 155
Total frais financiers (D)	2 374 174	1 852 271	2 026 991	2 003 345	1 909 288	1 818 929
AUTOFINANCEMENT BRUT (CAF BRUTE)	8 636 726	10 725 113	12 221 272	13 265 473	12 541 114	12 230 014
Amortissement annuel du capital (F)	7 999 553	7 852 932	7 923 441	7 890 629	7 846 919	7 803 360
Annuité	10 373 727	9 705 203	9 950 432	9 893 974	9 855 119	9 622 289
AUTOFINANCEMENT NET (CAF NETTE)	637 173	2 872 181	4 297 831	5 374 844	4 694 196	4 426 654

L'**autofinancement brut** (ou CAF brute), différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement, intérêts de la dette inclus, passe ainsi de 8 636 726 € à **13 265 473 €** entre 2009 et **2012**. La prise en compte du remboursement de la dette en capital permet de déterminer l'épargne nette (CAF nette), qui détermine la capacité de la collectivité à autofinancer ses investissements une fois l'annuité de la dette réglée. Cette **épargne nette** passe ainsi de 637 173 € à **5 374 844 € en 2012**, les **projections à 2014** la situant à **environ 4,5 millions**. Cette forte progression de la CAF nette de la Ville traduit les efforts entrepris pour optimiser ses ressources de fonctionnement et dans le même temps maîtriser ses charges de gestion courante. Participe également à cette évolution positive de la CAF nette, la gestion active de la dette de la Ville conduisant sur la période à une maîtrise des appels à emprunts nouveaux permettant une baisse de l'annuité de la dette.

Le graphique ci-dessous décrit l'évolution des différents soldes intermédiaires de gestion sur la période 2009 à 2014.



A.4 – ANALYSE DE LA DETTE

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution de l'encours de dette depuis le 1^{er} janvier 2005 et par anticipation jusqu'au 31 décembre 2014, pour la dette propre du Budget principal, la dette totale du Budget principal (incluant les flux depuis les Budgets annexes) ainsi que celle tous budgets, dette propre du budget annexe du stationnement payant inclus.

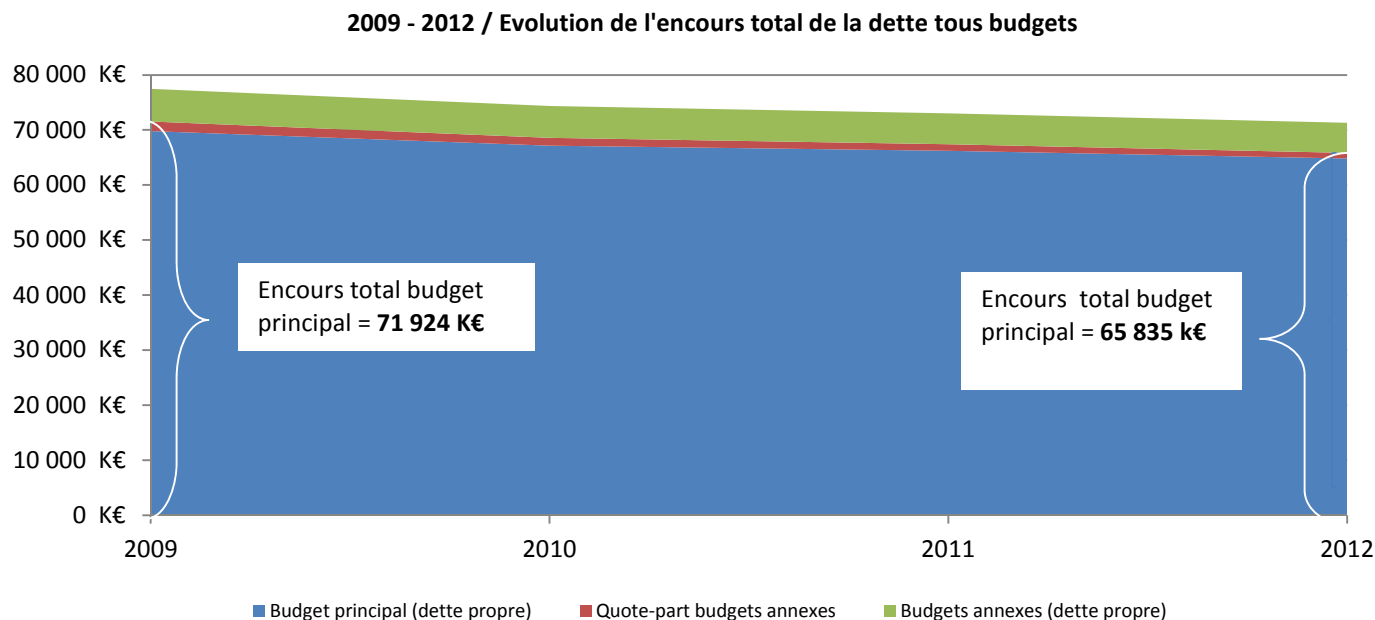
2005 - 2014 : Evolution de l'encours de dette

En milliers d'euros

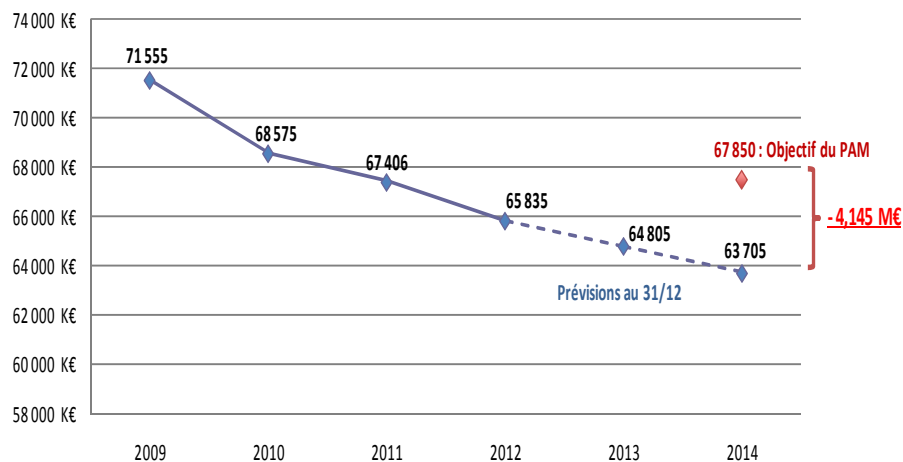
ANNEE	Dette au 01/01/N	Rembt K	Emprunts nouveaux	Dette au 31/12/N		
Encours Budget principal dette propre						
2005	75 618	6 863	5 449	74 204		
2006	74 204	5 908	6 590	74 886		
2007	74 886	7 237	4 500	72 149		
2008	72 149	7 865	5 500	69 784		
2009	69 784	8 000	8 000	69 784		
2010	69 784	7 647	5 000	67 137		
2011	67 137	7 923	7 000	66 214	Ecart au 01/01/2005	Ecart au 31/12/2008
2012	66 214	7 891	6 500	64 823	-10 795 -14%	-4 961 -7%
2013	64 823	7 847	7 000	63 976	Ecart au 01/01/2005	Ecart au 31/12/2008
2014	63 976	7 911	7 000	63 065	-12 553 -17%	-6 719 -10%
Rappel objectif P.A.M 2014				67 211	soit	-4 146 -6,2%
Encours total Budget principal (dont dette des BA)						
2005	80 949	8 289	7 000	79 660		
2006	79 660	8 073	6 590	78 177		
2007	78 177	8 034	4 500	74 643		
2008	74 643	8 219	5 500	71 924		
2009	71 924	8 369	8 000	71 555		
2010	71 555	7 981	5 000	68 575		
2011	68 575	8 169	7 000	67 406	Ecart au 01/01/2005	Ecart au 31/12/2008
2012	67 406	8 071	6 500	65 835	-15 114 -19%	-6 089 -8%
2013	65 835	8 030	7 000	64 805	Ecart au 01/01/2005	Ecart au 31/12/2008
2014	64 805	8 100	7 000	63 705	-17 244 -21%	-8 219 -11%
Rappel objectif P.A.M 2014				67 850	soit	-4 145 -6,1%
Encours total tous budgets (dont dette propre du BA Stat.)						
2005	80 949	8 289	7 000	79 660		
2006	79 660	8 073	10 590	82 177		
2007	82 177	8 034	4 500	78 643		
2008	78 643	8 225	7 650	78 068		
2009	78 068	8 578	8 000	77 490		
2010	77 490	8 131	5 000	74 359		
2011	74 359	8 326	7 000	73 033	Ecart au 01/01/2005	Ecart au 31/12/2008
2012	73 033	8 235	6 500	71 298	-9 651 -12%	-6 770 -9%
2013	71 298	8 201	7 000	70 097	Ecart au 01/01/2005	Ecart au 31/12/2008
2014	70 097	8 279	7 000	68 818	-12 131 -15%	-9 250 -12%
Rappel objectif P.A.M 2014				72 964	soit	-4 146 -5,7%

L'analyse du tableau ci-dessous met en évidence le **désendettement observé depuis 2005**, l'encours de la dette totale du Budget principal ayant été ramené de 80 949 000 € au 1^{er} janvier 2005 à **65 835 000 € au 31 décembre 2012**, soit **- 15,114 millions d'euros (-19%)** sur cette période et **- 6, 089 millions d'euros (-8%) depuis le 1^{er} janvier 2008**. Cette évolution a été rendue possible grâce au flux net d'emprunt observé sur la période, le remboursement du capital étant supérieur aux emprunts nouveaux. **Par anticipation, au 31 décembre 2014**, l'encours total du Budget principal devrait être de **4,145 millions inférieurs à l'estimation du PAM**, soit **-6,3%** par rapport aux objectifs initiaux de la Majorité.

Le graphique ci-dessous retrace l'**évolution de l'encours total de la dette tous budgets confondus** (Budget principal, quote-part des Budgets annexes sur le Budget principal et dette propre du Budget annexe du Stationnement payant) sur la période. Il est rappelé qu'en termes de méthode, les Budgets annexes doivent par nature s'auto-équilibrer ou s'autofinancer, ce qui conduit généralement en analyse financière à retraiter les données de ces Budgets identifiés à part pour ne retenir que celles du Budget principal.

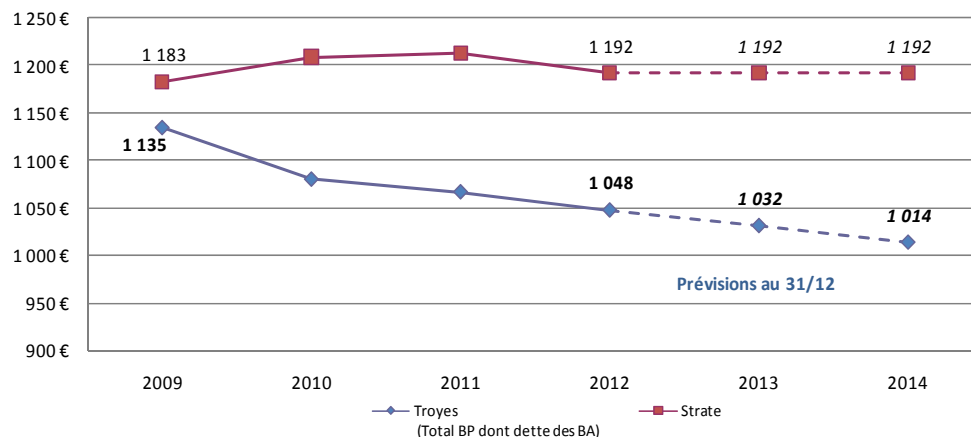


Encours total Budget principal dont dette des BA (au 31/12/n)



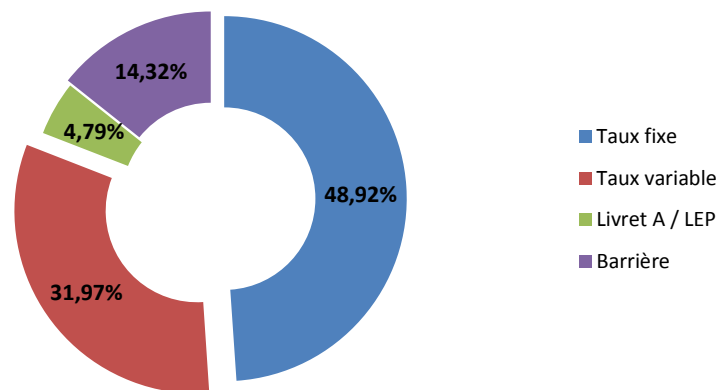
Le graphique ci-contre met en évidence **l'impact du désendettement sur l'encours total du Budget principal** (dont quote-part des Budgets annexes), comparativement aux objectifs fixés dans le Plan d'Action Municipale. Cet encours a ainsi été ramené de **74 204 000 €** à **63 705 000 €** entre le 31 janvier 2005 et, par anticipation, le 31 décembre 2014, soit environ **- 4 145 000 €**.

Encours de dette (Total du BP dont dette des BA) par habitant (au 31/12/n)



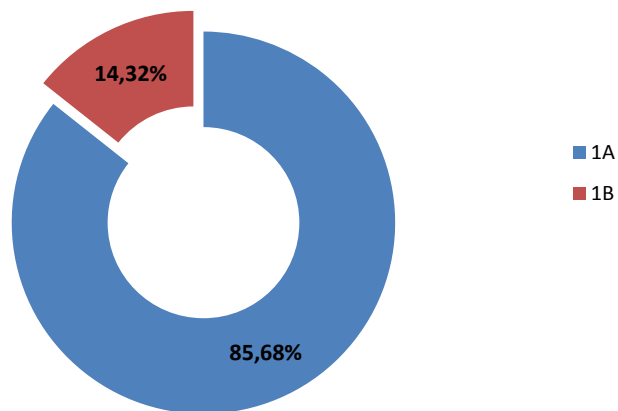
Conséquence de ce désendettement, **l'encours de dette total du Budget principal (dont quote-part des Budgets annexes) par habitant**, a quant à lui été ramené de **1 135 €** au 31 décembre 2009 à **1 048 €** au 31 décembre 2012, contre **1 192 €** par habitant pour la **moyenne de la strate** (Source DGCL 2010). Par anticipation, ce ratio devrait se situer autour de **1 000 € (1 014 €)** par habitant au 31 décembre 2014, **1 004 €** en considérant le seul encours de la dette propre du Budget principal.

CA 2012 - Structure de la dette du Budget principal



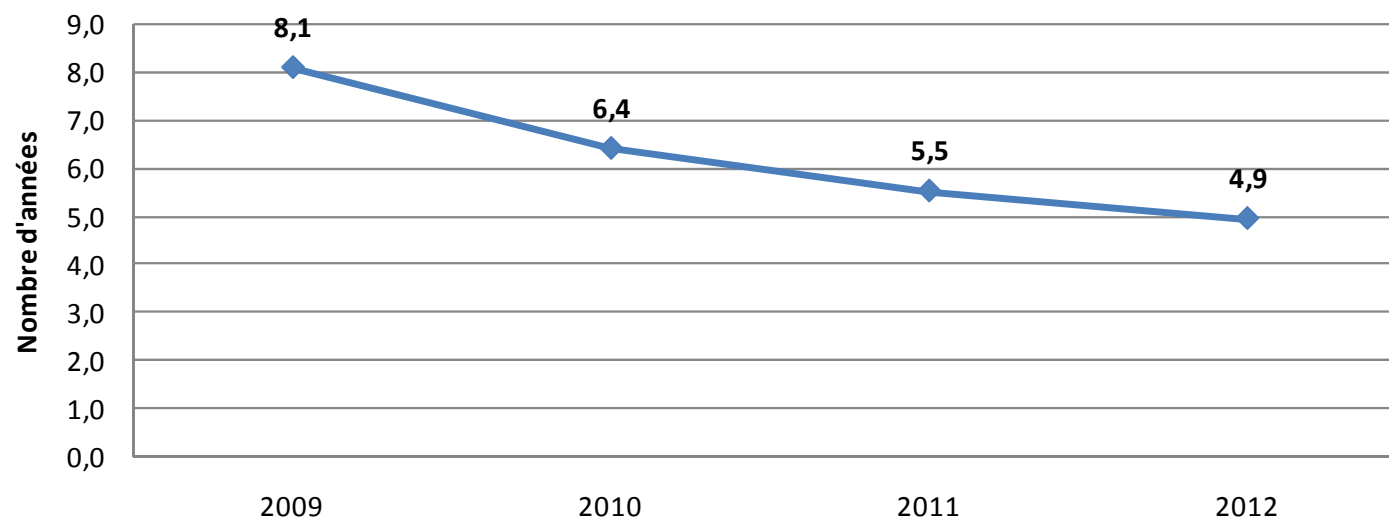
De surcroît, la dette de la Ville se caractérise par une structure majoritairement à **taux fixe** représentant **63,24%** de l'encours (dont 48,92% à taux « fixe fort » synonyme de stabilité du taux payé et 14,32% en produits à barrière de type taux fixes bonifiés sur Euribor) contre **36,76%** à **taux indexés** sur des index monétaires courants de la zone euro et sur du Livret A / LEP.

CA 2012 - Encours de dette du Budget principal selon la Charte "Gissler"



Les choix de gestion opérés permettent par ailleurs un classement de **85,68%** de l'encours total du Budget principal (56,407 millions d'euros) en **risque 1A** et **14,32%** (9, 428 millions d'euros) en **1B**, soit sur les risques les moins élevés de la **Charte de bonne conduite « Gissler »**. La totalité de l'encours de dette propre du Budget annexe Stationnement (5,6 millions d'euros) se situe quant à elle en risque 1A.

Capacité de désendettement (en année)



L'amélioration de l'encours de dette et de l'épargne brute permet à la Ville d'afficher une **capacité de désendettement**, correspondant au nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette (encours total de dette du Budget principal) par le seul excédent de fonctionnement et déterminée par le rapport entre ces deux variables, de **4 ans et 11 mois**, très inférieure au premier seuil d'alerte fixé à 10 ans.

Enfin, au 31 décembre 2012, le **taux moyen** de la dette est de **2,95%** (contre 3,14 % au 31 décembre 2011), sa **durée de vie résiduelle** (durée restant avant l'extinction totale de la dette) s'établissant à **9 ans et 1 mois**.

B – SECTION D'INVESTISSEMENT - BILAN DES REALISATIONS AU 31 DECEMBRE 2012

B.1 – CAPACITE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS ET PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT 2009/2014

SYNTHESE	TOTAL PAM 2009/2014	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	Anticipé 2013	Anticipé 2014	TOTAL REAL. 2009/2014	Ecart
CAPACITE DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	116 000 000	20 117 518	18 895 884	21 967 651	20 615 847	21 450 139	21 298 667	124 345 707	8 345 707
RESSOURCES PROPRES	85 802 000	15 234 015	15 482 007	17 460 078	17 162 147	16 427 669	16 298 667	98 064 584	12 262 584
<i>DOTATIONS, FONDS DIVERS</i>	<i>22 650 000</i>	<i>5 507 013</i>	<i>4 633 386</i>	<i>3 098 301</i>	<i>4 303 919</i>	<i>4 205 804</i>	<i>4 372 013</i>	<i>26 120 436</i>	<i>3 470 436</i>
<i>CESSIONS D'IMMOBILISATIONS</i>	<i>12 000 000</i>	<i>1 089 828</i>	<i>2 976 441</i>	<i>3 063 946</i>	<i>983 384</i>	<i>527 669</i>	<i>500 000</i>	<i>9 141 269</i>	<i>- 2 858 731</i>
<i>AUTOFINANCEMENT NET</i>	<i>5 652 000</i>	<i>637 173</i>	<i>2 872 181</i>	<i>4 297 831</i>	<i>5 374 844</i>	<i>4 694 196</i>	<i>4 426 654</i>	<i>16 650 879</i>	<i>16 650 879</i>
<i>EMPRUNTS NOUVEAUX</i>	<i>45 500 000</i>	<i>8 000 000</i>	<i>5 000 000</i>	<i>7 000 000</i>	<i>6 500 000</i>	<i>7 000 000</i>	<i>7 000 000</i>	<i>40 500 000</i>	<i>- 5 000 000</i>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	30 200 000	4 883 504	3 413 877	4 507 573	3 453 700	5 022 470	5 000 000	26 281 123	- 3 918 877
AMORTISSEMENT BRUT	49 881 000	8 369 000	8 187 193	8 169 348	8 070 620	8 030 000	7 989 584	48 815 745	
FLUX NET D'EMPRUNT	- 4 381 000	- 369 000	- 3 187 193	- 1 169 348	- 1 570 620	- 1 030 000	- 989 584	- 10 315 743	
ENCOURS DE DETTE (AU 31/12/2014)	67 850 000	71 555 000	68 575 000	67 406 000	65 835 000	64 805 000	63 705 000		- 4 145 000
		-	-	-	-	-	-		-
PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT	116 000 000	24 038 761	11 942 327	20 074 399	19 715 173	21 524 444	25 830 862	123 125 965	7 125 965

L'analyse de la capacité de financement des investissements sur la période 2009/2014 permet de mettre en évidence les différentes ressources mobilisées par la Collectivité en vue de financer le programme des investissements lancés depuis 2009 et notamment ceux figurant au Plan d'Action Municipale.

Le tableau ci-dessous montre que la capacité de financement des investissements initialement estimée à 116 millions d'euros sur la durée du P.A.M. s'établira en 2014 à **123,125 millions d'euros**, soit un **surplus de 7,126 millions d'euros par rapport aux objectifs initiaux**.

Pour ce faire, la Ville aura mobilisé des **ressources propres à hauteur de 98,065 millions d'euros (78,9%)** dont 40,5 millions d'emprunts nouveaux, comparativement aux 45,5 millions d'euros prévus au P.A.M. et 16,7 millions d'euros d'autofinancement, contre 5,652 millions initialement. Les dotations et fonds divers représentent quant à eux 26,120 millions d'euros, soit 21% des ressources propres de la Ville.

En complément de ces ressources, la Collectivité a bénéficié de **26,281 millions d'euros de subventions d'investissement** pour l'ensemble de ses programmes, représentant **21,2% de sa capacité de financement des investissements**.

A travers la politique d'investissement qu'elle a engagée sur la période 2009/2014, la Ville s'est attachée à soutenir le tissu économique présent sur son territoire, en modernisant notamment les espaces publics dédiés au tourisme et au commerce, mais également l'offre de services dédiés à la population, qu'il s'agisse des nouveaux équipements publics mis à leur disposition ou de la modernisation et de l'entretien de bâtiments plus anciens.

Près de 20,5 millions d'euros ont ainsi été injectés en moyenne par an depuis 2009 sur le territoire pour les équipements et les aménagements publics mais aussi à travers les subventions d'investissement versées par la Ville.

Pour **2012**, le **montant des investissements** s'établit à **19,715 millions d'euros**.

L'ensemble de ces investissements a permis de renforcer l'attractivité du territoire communal, pour ses habitants, pour les entreprises locales mais aussi pour les visiteurs extérieurs.

En complément des programmes annuels de maintenance et d'amélioration, l'année 2012 a été marquée par :

- L'**achèvement de programmes lancés** sur les exercices précédents : la rénovation de la façade de l'Hôtel de Ville, les travaux de requalification des quais Dampierre et Comtes de Champagne, ceux de la chapelle et de l'aile Nord de l'espace Argence, de la Maison des Syndicats et de la Vie citoyenne ou encore de la Maison de Quartier des Sénardes, l'installation des points d'apport volontaire dans les différents quartiers de la Ville,...
- la **poursuite d'autres opérations pluriannuelles** : l'aménagement du site des Moulins, la construction de la Maison du Tourisme, la restructuration de la Bourse du travail, la requalification de la place de l'Hôtel de Ville et de ses abords, la restauration de l'église Saint Nicolas, le programme de subventions versées dans le cadre des programmes liés au secteur sauvegardé et à l'OPAH/RU, ...
- ainsi que par le **démarrage d'opérations nouvelles** : études pour le futur Pôle muséal, travaux d'éclairage public sur le quartier des Chartreux...

C – RATIOS REGLEMENTAIRES D'ANALYSE FINANCIERE

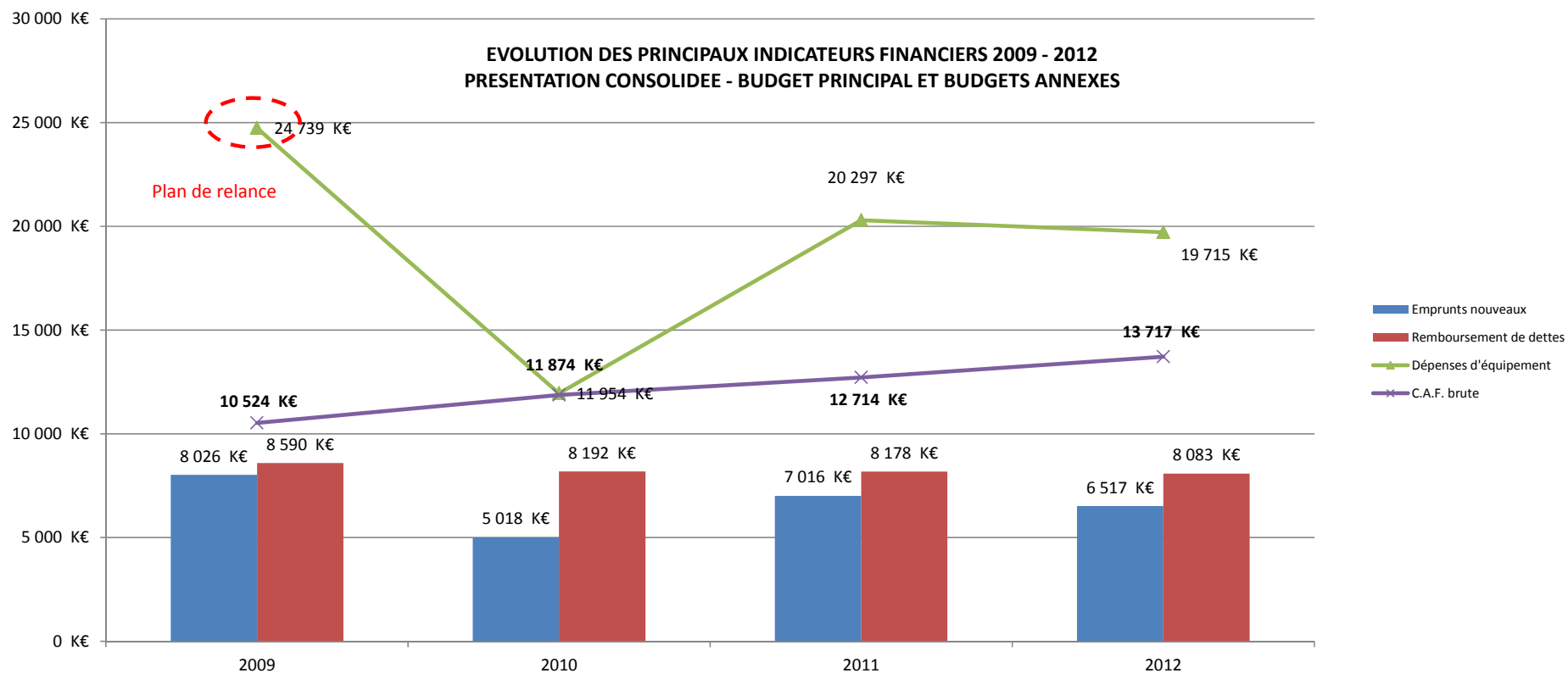
Le tableau ci-dessous, qui décrit sur la période 2009/2012 l'évolution de l'ensemble des ratios financiers réglementaires (en euro par habitant et en %) figurant à l'article R. 2313-1 du code général des collectivités territoriales, confirme la **bonne santé financière de la Ville**, qu'il s'agisse de la **maîtrise des dépenses de fonctionnement courant** (ratio 1 « Dépenses réelles de fonctionnement par habitant » à 1 169 € en 2012, contre 1 240 € pour la moyenne de la strate – Ratio 7 « Charges de personnel sur Dépenses réelles de fonctionnement » à 56% contre 57% en moyenne)), de **l'encours de dette** (ratios 5 « Encours de dette par habitant » et 10 « Encours de dette sur Recettes réelles de fonctionnement ») ou encore du **niveau des investissements**, corroborant les données de l'analyse du bilan du P.A.M. (Ratio 4 « Dépenses d'équipement brut par habitant » à 331 € en 2012 contre 321 € en moyenne ou Dépenses d'équipement brut sur les RRF à 24% contre 21% en moyenne).

		RATIOS FINANCIERS				
		2009	2010	2011	2012	Moy. Strate (*)
€/ habitant	1 - DRF hs travaux en régie / Population	1 134	1 121	1 135	1 169	1 240
	2 - Produit 4T hs revers TP / Population	406	411	423	438	489
	2bis -Produit 4T yc revers TP / Population	552	558	570	615	759
	3 - Recettes réelles fct / Population	1 292	1 337	1 377	1 396	1 409
	4 - Dépenses d'équipt brut / Population	371	171	314	331	321
	5 - Encours de dette (31/12) / Population	1 135	1 081	1 067	1 048	1 192
	6 - DGF / Population	326	330	333	343	283
%	7 - Charges personnel / Dép. réelles fct	57%	59%	59%	56%	57%
	8bis - Coeff. mobilisation du PF élargi	99%	79%	93%	89%	115%
	9 - DRF yc remb. dette / RRF	98%	93%	92%	93%	94%
	10 - Dette totale (31/12) / RRF	88%	81%	78%	75%	83%
	11 - Dép. d'équipt brut / RRF	29%	13%	23%	24%	21%

(*) Source DGCL - "Les finances des communes de 10 000 habitants et plus en 2010".

Cmmunes appartenant à une CA à CFU

En conclusion, le **graphique** ci-dessous présente de manière synthétique l'évolution consolidée (Budget principal et budgets annexes) de l'ensemble des indicateurs financiers évoqués précédemment.



EXECUTION BUDGETAIRE 2012

TABLEAUX SYNTHETIQUES ET COMMENTAIRES

TABLEAU I - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - VUE D'ENSEMBLE

(d'après le document technique du CA 2012 - tableau II A.1)

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	76 714 182,90	G	88 542 998,91
	Section d'investissement	B	37 977 724,65	H	37 545 636,65
REPORTS DE L'EXERCICE 2011	Reports en section de fonctionnement (002)	C		I	8 381 916,22
	Reports en section d'investissement (001)	D (si déficit)	9 478 613,63	J (si excédent)	
TOTAL (réalisations + reports)		=A+B+C+D	124 170 521,18	=G+H+I+J	134 470 551,78
RESTES A REALISER A REPORTER EN 2013	Section de fonctionnement	E	468 012,73	K	91 474,38
	Section d'investissement	F	7 954 512,96	L	9 256 882,61
TOTAL des restes à réaliser à reporter en 2013		=E+F	8 422 525,69	=K+L	9 348 356,99
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	=A+C+E	77 182 195,63	=G+I+K	97 016 389,51
	Section d'investissement	=B+D+F	55 410 851,24	=H+J+L	46 802 519,26
TOTAL CUMULE		= A+B+C+D+E+F	132 593 046,87	=G+H+I+J+K+L	143 818 908,77
RESULTAT CUMULE		EXCEDENT	11 225 861,90		

A – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - VUE D'ENSEMBLE

L'**exécution budgétaire 2012** est retracée au travers des tableaux d'analyses des masses budgétaires, dépenses et recettes de fonctionnement puis en investissement. Le dernier tableau (tableau VI) offre une vue consolidée du budget principal avec les budgets annexes.

En préambule, le **tableau I** fait apparaître une vue d'ensemble de la clôture des comptes au 31 décembre 2012.

En **dépenses**, sur l'exercice 2012, **76 714 182,90 €** sont réalisés en **section de fonctionnement** et **37 977 724,65 €** en **section d'investissement**.

L'exercice **2011** présentait un **déficit d'investissement**, qu'il convient de reporter sur 2012, pour un montant de **9 478 613,63 €**. Ainsi, le **total des dépenses**, toutes sections confondues, avant intégration des restes à réaliser s'élève à **124 170 521,18 €**.

Les dépenses engagées en 2012 pour lesquelles le « service fait » n'est pas intervenu avant le 31 décembre 2012 font l'objet d'une constatation en restes à réaliser. En conséquence, **468 012,73 €** en fonctionnement et **7 954 512,96 €** en investissement viennent s'ajouter aux réalisations de l'exercice portant de ce fait la **section de fonctionnement** à un total de **77 182 195,63 €** et la **section d'investissement** à **55 410 851,24 €**.

L'exercice 2012 clôture donc le total **des dépenses** à hauteur de **132 593 046,87 €**.

Par raisonnement analogue en recettes, les **réalisations** s'élèvent à **88 542 998,91 € en fonctionnement** et à **37 545 636,65 € en investissement**. L'excédent de fonctionnement constaté en 2011 reporté sur 2012 pour 8 381 916,22 € porte le total avant restes à réaliser à **134 470 551,78 €**.

Avec les restes à réaliser d'un total de **9 348 356,99 €**, le **total cumulé en recettes** termine à **143 818 908,77 €**

Ainsi, 143 818 908,77 € en recettes et 132 593 046,87 € en dépenses portent le **résultat cumulé** au **31 décembre 2012** à **11 225 861,90 €**, sensiblement supérieur à celui de 2011 (7 897 189,50 €).

Les tableaux suivants, offrent une vue détaillée de chaque masse budgétaire.

TABLEAU II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

(d'après le document technique du CA 2012 - tableau II A.2)

	CREDITS OUVERTS (BP+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (ou restant à employer)		TAUX DE REALISATION
		MANDATS EMIS (1)	RESTES A REALISER AU 31/12	
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	16 090 421,72	14 713 911,22	415 879,73	91,45%
achats de fournitures et prestations	8 262 288,80	8 071 618,39	4 056,16	97,69%
services extérieurs	7 386 746,92	6 266 244,54	411 823,57	84,83%
impôts et taxes	441 386,00	376 048,29		85,20%
012 CHARGES DE PERSONNEL	42 350 420,00	41 345 398,77	5 273,00	97,63%
permanents	40 135 168,17	39 375 605,51		98,11%
vacataires (dont emplois d'insertion)	2 215 251,83	1 969 793,26	5 273,00	88,92%
014 ATTENUATION DE PRODUITS	6 834 700,00	6 818 907,62		99,77%
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	8 636 880,00	8 459 040,82	5 260,00	97,94%
contingents et participations	828 316,00	810 503,34	5 260,00	97,85%
subventions aux associations	3 385 569,00	3 298 245,44		97,42%
contributions aux EPA	3 755 210,00	3 755 210,00		100,00%
charges diverses	667 785,00	595 082,04		89,11%
<i>SOUS-TOTAL DES DEPENSES DE GESTION COURANTE</i>	<i>73 912 421,72</i>	<i>71 337 258,43</i>	<i>426 412,73</i>	<i>96,52%</i>
66 CHARGES FINANCIERES	2 580 000,00	1 972 487,67		76,45%
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES (2)	8 042 474,50	109 862,93	41 600,00	1,37%
TOTAL DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	84 534 896,22	73 419 609,03	468 012,73	86,85%
Hors Charges exceptionnelles (67)	76 492 421,72	73 309 746,10	426 412,73	95,84%
023 Virement à la section d'investissement	8 722 960,00			
042 Opé. d'ordre de transferts entre sections	3 382 397,06	3 294 573,87		97,40%
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	12 105 357,06	3 294 573,87	0,00	27,22%
TOTAL	96 640 253,28	76 714 182,90	468 012,73	79,38%
TAUX DE REALISATION HORS 023 - Virement à la section d'investissement				87,26%
TAUX DE REALISATION HORS 023 et hors Charges exceptionnelles				95,91%

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et produits

(2) Dont résultat n-1 reporté

B – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le **tableau II** retrace les dépenses de fonctionnement nécessaires à l'activité de la Collectivité qu'il s'agisse des dépenses de l'administration que de celles de ses fournisseurs de biens et services.

Les **charges à caractère général** enregistrent tous les achats courants de matières, fournitures et services :

- **8 071 618,39 € d'achats et fournitures et prestations** concernent les achats de fluides notamment, mais aussi toutes les dépenses nécessaires à l'activité des services. Compte tenu de la revalorisation de l'énergie, 98 % des crédits votés ont été nécessaires.
- **6 266 244,54 € de services extérieurs** correspondent aux prestations demandées à des entreprises. Ce poste est maîtrisé à hauteur de 84,83 % des crédits disponibles, en raison essentiellement des dépenses liées aux locations immobilières et à celles relatives au poste études et recherches.
- **376 048,29 € d'impôts et taxes** sont versés en corrélation avec le patrimoine immobilier détenu par la Ville.

Les **charges de personnel** sont constituées de 39 375 605,51 € de rémunération du personnel permanent et de 1 969 793,26 € en faveur des emplois vacataires. Ainsi, le total de **41 345 398,77 €** représente **97,63 %** des crédits prévus.

Les **atténuations de produits** pour **6 818 907,62 €** comptabilisent le reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères au Grand Troyes. Malgré le transfert de la compétence au 1^{er} janvier 2012, de façon transitoire, (uniquement 2012) le produit est encaissé par la Ville et reversé en totalité à la Communauté d'agglomération.

Les **autres charges de gestion courante** s'élèvent à **8 459 040,82 €** et sont utilisées au travers des cotisations aux organismes de regroupement, des subventions aux associations, des contributions au Centre municipal d'action sociale (C.M.A.S.) et à l'établissement public Maison du boulanger – centre culturel puis des indemnités aux élus.

Les **dépenses de gestion** courante ressortent ainsi à **71 337 258,43 €** soit 96,52 % des sommes prévisionnelles.

Les **charges financières**, correspondant aux intérêts de la dette, en diminution par rapport à 2011 (-5 %) s'arrêtent à **1 972 487,67 €** en 2012. Dans un contexte financier incertain, 2 5800 000 € ont été inscrits sur ce poste. Ce phénomène allié à une gestion active de la dette contient le taux de réalisation à 76,45 %.

Les **charges exceptionnelles** intègrent au niveau des crédits ouverts la part du résultat 2011 non utilisé. Ceci explique le faible taux de réalisation de 1,37 % sur ce chapitre.

Le total des **dépenses réelles de fonctionnement** pour un montant de **73 419 609,03 €**, affiche un taux de réalisation de 96 % (corrigé des charges exceptionnelles).

Les écritures comptables de transferts entre les sections de fonctionnement et d'investissement sont enregistrées dans les opérations d'ordre pour **3 294 573,97 €**.

Le total **des dépenses de fonctionnement**, détaillées ci-dessus, affiche un montant pour **2012 de 76 714 182,90 €** soit une baisse de 1% par rapport à 2011.

Les **deux graphiques** suivants présentent le détail des chapitres 011 et 65 qui regroupent, hormis les dépenses de personnel (012), l'essentiel des dépenses de fonctionnement.

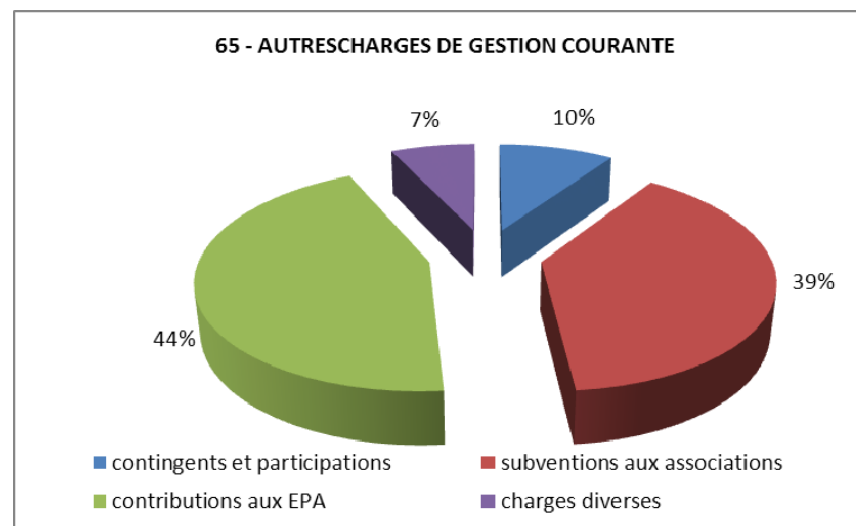
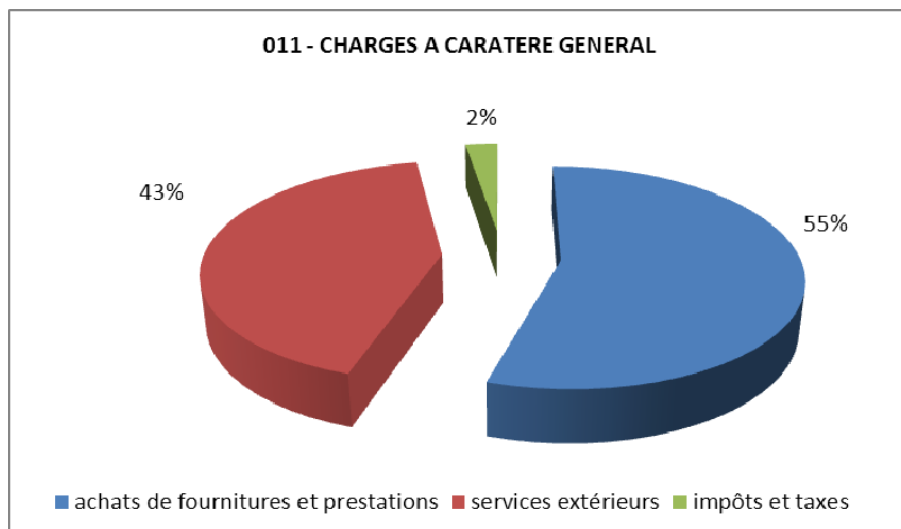


TABLEAU III - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - RECETTES DE FONCTIONNEMENT
(d'après le document technique du CA 2011 - tableau II A.2)

	CREDITS OUVERTS (BP+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (ou restant à employer)		TAUX DE REALISATION
		TITRES EMIS (1)	RESTES A REALISER AU 31/12	
013 ATTENUATIONS DE CHARGES	43 250,00	34 335,25		79,39%
70 PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTE	6 463 660,00	6 278 450,36		97,13%
utilisation du domaine	934 370,00	971 133,88		103,93%
services à caractère culturel	588 000,00	623 173,64		105,98%
services à caractère sportif et de loisirs	590 000,00	624 999,44		105,93%
services à caractère social	1 434 750,00	1 475 850,09		102,86%
services à caractère périscolaire et d'enseignement	952 130,00	962 929,23		101,13%
autres produits	1 964 410,00	1 620 364,08		82,49%
73 IMPOTS ET TAXES	48 199 195,00	48 439 068,56		100,50%
impôts locaux	27 381 665,00	27 531 876,00		100,55%
autres impôts et taxes	9 545 580,00	9 635 239,56		100,94%
dotations Grand Troyes	11 271 950,00	11 271 953,00		100,00%
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	30 291 775,00	30 601 032,40	91 474,38	101,02%
dotation globale de fonctionnement et DSU	20 688 600,00	20 691 716,77		100,02%
autres dotations	173 300,00	172 849,23		99,74%
allocations de compensation et péréquation	4 425 340,00	4 449 561,91		100,55%
subventions et participations	5 004 535,00	5 286 904,49	91 474,38	105,64%
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	1 166 200,00	1 156 476,87		99,17%
revenus des immeubles	911 200,00	884 447,24		97,06%
redevances versées par les délégataires de services	255 000,00	272 029,63		106,68%
<i>SOUS-TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE</i>	<i>86 164 080,00</i>	<i>86 509 363,44</i>	<i>91 474,38</i>	<i>100,40%</i>
76 PRODUITS FINANCIERS	49 630,00	49 621,77		99,98%
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 180 083,94	1 154 771,55		97,86%
TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	87 393 793,94	87 713 756,76	91 474,38	100,37%
042 Opé. d'ordre de transferts entre sections	864 543,12	829 242,15		95,92%
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	864 543,12	829 242,15	0,00	95,92%
TOTAL	88 258 337,06	88 542 998,91	91 474,38	100,32%
Pour information		8 381 916,22		
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et produits

Le financement des dépenses ci-dessus est entièrement assuré par les recettes de fonctionnement, décrites dans le **tableau III**. Ces ressources ont plusieurs origines. Les services publics mis en œuvre par la collectivité, les impôts des ménages et les dotations et participations de l'Etat, les autres collectivités ou encore des partenaires extérieurs comme la Caisse d'allocations familiales de l'Aube sont autant de possibilités offertes pour apporter des ressources budgétaires.

Ainsi, les ressources propres de la collectivité se retrouvent au sein des produits des services du domaine et ventes, des impôts et taxes et enfin des autres produits de gestion courante.

Les **produits des services et du domaine** pour un montant de **6 278 450,36 €** représentent les recettes appelées auprès des usagers en contrepartie de l'utilisation des services publics mis en place par la collectivité (crèches, accueil de mineurs, piscines, musées, restauration scolaire, ...)

Les **impôts et taxes**, enregistrent un produit de **48 439 068,56 €** supérieur aux estimations en raison de l'arrivée de rôles supplémentaires en fin d'année au niveau des impôts locaux. Titré à hauteur de 100,55 % des prévisions, ce poste atteint **27 531 876,00 € en 2012**. Les autres chapitres concernent les **dotations du Grand Troyes** pour **11 271 953,00 €** et les **autres impôts et taxes** composés essentiellement des taxes sur l'enlèvement des ordures ménagères (reversés au Grand Troyes), sur l'électricité et la taxe additionnelle aux droits de mutation pour un total de **9 635 239,56 €**.

Les **autres produits de gestion courante** pour un montant de **1 156 476,87 €** comptabilisent les revenus du patrimoine immobilier pour **884 447,24 €** et les redevances versées par les fermiers (camping et délégation de service public de l'eau potable) à hauteur de 272 029,63 €.

En parallèle de ses ressources propres, la collectivité réalise des recettes en provenance de différents contributeurs.

Le premier reste l'Etat notamment avec la **dotation globale de fonctionnement** d'un montant de **20 69 716,77 €** et les allocations de compensation et de péréquation de **4 449 561,91 €**. En ce qui concerne les **subventions et participations**, avec la Caisse d'allocations familiales de l'Aube comme principal financeur, ce poste dont l'exécution s'est portée à presque 106 % des prévisions s'élève à **5 286 904,49 €**.

Ainsi, les **recettes de gestion courante** voient leurs réalisations dépasser légèrement les 100 % pour atteindre **86 509 363,44 €**.

En ajoutant le produits des **cessions d'immobilisation** et autres charges exceptionnelles, les dépenses réelles de fonctionnement s'arrêtent à **87 713 756,76 €**.

Enfin après intégration des opérations comptables de transferts entre sections, le montant **total des recettes de fonctionnement** ressort à **88 542 998,91 €** en 2011, faisant apparaître, en comparaison des dépenses de fonctionnement, un autofinancement favorable, nécessaire au remboursement du capital de la dette et au financement des opérations d'investissement.

Les **trois graphiques** suivants permettent de détailler la répartition de ces recettes, en fonction de leur provenance.

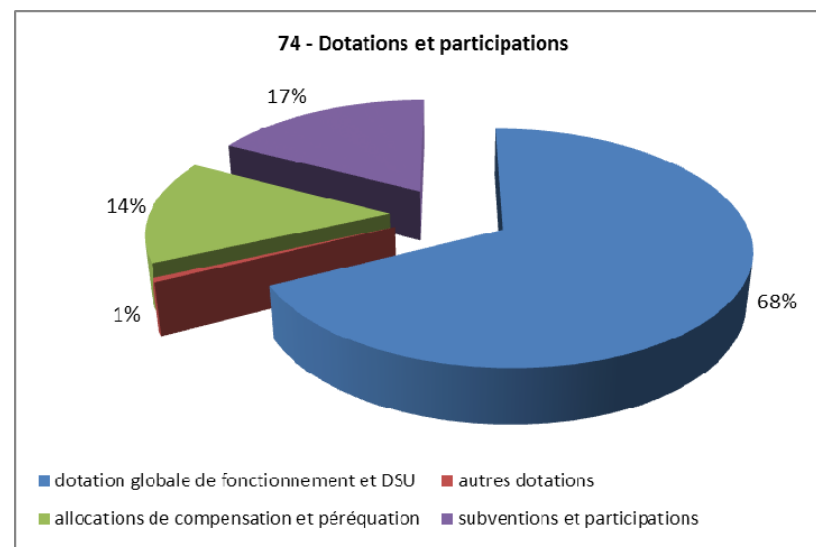
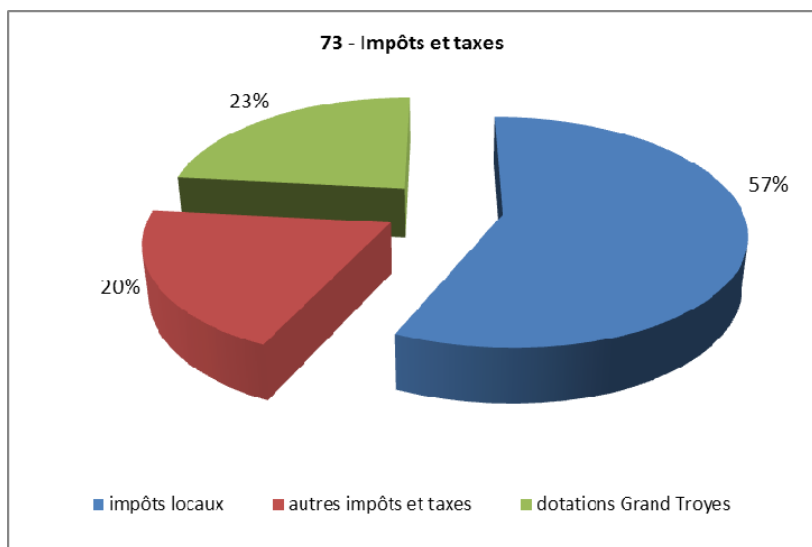
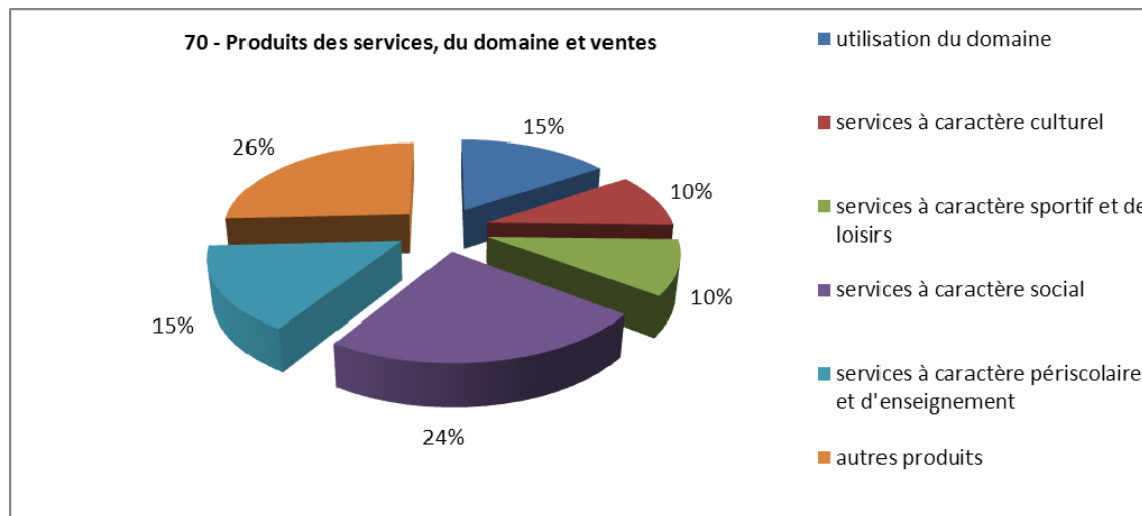


TABLEAU IV - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - DEPENSES D'INVESTISSEMENT

(d'après le document technique du CA 2012 - tableau II A.3)

	CREDITS OUVERTS (BP+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (ou restant à employer)		TAUX DE REALISATION	
		MANDATS EMIS	RESTES A REALISER AU 31/12	/ MANDATS EMIS	/ MANDATS EMIS + RàR
20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	1 006 964,31	267 656,76	440 669,47	26,58%	70,34%
204 SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	5 120 397,19	1 998 701,64	2 172 178,12	39,03%	81,46%
aux organismes publics	1 961 606,84	827 559,59	600 128,37	42,19%	
aux personnes privées	3 158 790,35	1 171 142,05	1 572 049,75	37,08%	
21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 382 026,83	2 636 358,55	322 302,21	77,95%	87,48%
terrains et bâtiments	1 434 033,68	1 304 148,67	14 911,60	90,94%	
matériels et mobilier	1 886 408,64	1 278 171,54	301 094,10	67,76%	
autres	61 584,51	54 038,34	6 296,51	87,75%	
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	22 556 951,64	14 812 456,21	4 814 039,34	65,67%	87,01%
bâtiments	13 058 182,40	8 295 791,20	3 523 299,97	63,53%	
voirie	2 364 406,04	1 010 992,60	68 466,56	42,76%	
aménagement urbain	6 870 280,00	5 428 596,21	1 053 139,63	79,02%	
autres	264 083,20	77 076,20	169 133,18	29,19%	
<i>SOUS-TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</i>	<i>32 066 339,97</i>	<i>19 715 173,16</i>	<i>7 749 189,14</i>	<i>61,48%</i>	<i>85,65%</i>
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	500,00	491,15		98,23%	98,23%
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	13 801 000,00	13 236 294,57		95,91%	95,91%
Emprunts en Euros	8 100 000,00	8 070 619,96		99,64%	
Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	5 682 000,00	5 153 240,00		90,69%	
Dépôts et cautionnements	19 000,00	12 434,61		65,45%	
26 PART. ET CREANCES RATT. A DES PARTICIPATIONS	20,00	15,50		77,50%	77,50%
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 122 693,12	1 119 689,99	1 820,00	99,73%	99,89%
<i>SOUS-TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES</i>	<i>14 924 213,12</i>	<i>14 356 491,21</i>	<i>1 820,00</i>	<i>96,20%</i>	<i>96,21%</i>
45..1 Total des opé. Pour compte de tiers	3 300 301,71	3 074 118,13	203 503,82	93,15%	99,31%
Aménagement avenues Chomedey / Vanier - mandat	3 152 311,00	2 957 372,15	194 938,85		
Aménagements pistes cyclables - mandat Grand Troy	122 990,71	114 425,74	8 564,97		
Travaux effectués d'office (gestion des périls)	25 000,00	2 320,24		9,28%	
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	50 290 854,80	37 145 782,50	7 954 512,96	73,86%	89,68%
040 Opé. d'ordre de transferts entre sections	858 000,00	829 242,15		96,65%	96,65%
041 Opérations patrimoniales	2 700,00	2 700,00		100,00%	100,00%
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	860 700,00	831 942,15		96,66%	96,66%
TOTAL	51 151 554,80	37 977 724,65	7 954 512,96	74,25%	89,80%
Pour information					
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		9 478 613,63			

C – SECTION D'INVESTISSEMENT

Le **tableau IV** reprend l'exhaustivité des dépenses d'investissement et, à l'instar de la section de fonctionnement, selon une répartition par chapitre.

Dans le cadre de l'équipement des services en logiciels et des études relatives aux projets d'investissement, le poste **immobilisations incorporelles** affiche **267 656,76 €**.

En ce qui concerne les **subventions d'équipement**, il s'agit de sommes versées aux propriétaires, au sein du secteur sauvegardé, ayant décidé de faire des travaux d'amélioration notamment dans le cadre des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (O.P.A.H.). Ainsi, les versements étant effectués au rythme des travaux justifiés par les propriétaires, ce poste, pour un montant de **1 998 701,64 €**, fait-il apparaître un taux de réalisation de 39,03 %.

2 636 358,55 € sont consacrés aux **acquisitions** en mobilier, matériels du bureau et informatiques ou encore en terrains et bâtiments notamment le site Guy de Bérac en faveur du pôle muséal.

Les travaux entrepris sur la commune se retrouvent dans le chapitre **immobilisations en cours** pour **14 812 456,21 €** en 2012. Cette somme regroupe notamment, parmi d'autres investissements, la requalification de la place et la restauration de la façade de l'Hôtel de ville, la fin de l'opération de requalification des quais, l'aménagement de la chapelle Argence, la fin de l'aménagement de la Bourse du Travail, la continuité de la Maison du Tourisme et la finalisation de la maison de quartier des Sénardes.

Au niveau de la **dette**, 13 236 294,57 € sont affichés. Il convient de corriger ce montant des opérations afférentes aux lignes de trésorerie apparaissant à la fois en dépenses et en recettes, ce qui en fait budgétairement une « opération blanche ». C'est ainsi, que l'on peut comparer les **8 070 619,96 €** d'annuités de remboursement d'emprunt aux nouveaux emprunts 2012 d'un montant de 6 500 000 €, la collectivité poursuivant de ce fait un désendettement important.

Les réalisations au chapitre **autres immobilisations financières** (en dépenses et en recettes) concernent majoritairement une opération de régularisation comptable en lien avec les services du centre des finances publiques.

Après constatation des **opérations pour compte de tiers** et des **opérations d'ordre**, le montant total des **dépenses d'investissement** pour l'année **2012**, avec un taux de réalisation de **74,25 %** s'arrête à **37 977 724,65 €**. Ce taux est porté à **89,80 %** avec intégration des restes à réaliser (dépenses engagées sans service fait).

TABLEAU V - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL - RECETTES D'INVESTISSEMENT

(d'après le document technique du CA 2012 - tableau II A.3)

	CREDITS OUVERTS (BP+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (ou restant à employer)		TAUX DE REALISATION	
		TITRES EMIS	RESTES A REALISER AU 31/12	/ TITRES EMIS	/ TITRES EMIS + RàR
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	8 890 986,41	4 549 857,72	3 587 165,66	51,17%	91,52%
Etat - ANRU	2 288 622,78	1 161 103,50	846 580,79	50,73%	
Région	1 642 173,63	775 955,56	811 096,07	47,25%	
Département	1 108 371,00	112 003,00	916 609,00	10,11%	
Grand Troyes	1 539 891,00	878 398,61	596 437,00	57,04%	
FEDER	605 150,00	361 639,05	235 870,50	59,76%	
Autres	558 478,00	164 600,00	180 572,30	29,47%	
Amendes de police	1 148 300,00	1 096 158,00		95,46%	
16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	20 501 000,00	11 669 942,00	4 000 000,00	56,92%	76,44%
Emprunts en Euros	14 800 000,00	6 500 000,00	4 000 000,00	43,92%	
Opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie	5 682 000,00	5 153 240,00		90,69%	
Dépôts et cautionnements	19 000,00	16 702,00		87,91%	
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	100 000,00	186,52	100 000,00		
<i>SOUS-TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT</i>	<i>29 491 986,41</i>	<i>16 219 986,24</i>	<i>7 687 165,66</i>	<i>55,00%</i>	<i>81,06%</i>
10 DOT., FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	2 600 000,00	3 207 761,16		123,38%	123,38%
FCIVA	2 100 000,00	2 583 124,16		123,01%	
Taxe locale d'équipement	500 000,00	624 637,00		124,93%	
1068 EXCEDENT DE FONCT. CAPITALISES	10 460 468,37	10 460 468,37		100,00%	100,00%
27 AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 302 040,00	1 299 681,38		99,82%	99,82%
024 PRODUITS DES CESSIONS	1 063 122,94		1 069 666,00	0,00%	100,62%
<i>SOUS-TOTAL DES RECETTES FINANCIERES</i>	<i>15 425 631,31</i>	<i>14 967 910,91</i>	<i>1 069 666,00</i>	<i>97,03%</i>	<i>103,97%</i>
45.2 TOTAL DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS	3 604 493,65	3 060 465,63	500 050,95	84,91%	98,78%
Stade de l'Aube - mandat Grand Troyes	21 297,31			0,00%	
Aménagement avenues Chomedey / Vanier - mandat	3 185 863,19	2 713 374,47	472 488,72		
Aménagements pistes cyclables - mandat Grand Troy	360 000,00	347 091,16	12 908,84		
Travaux effectués d'office (gestion des périls)	37 333,15		14 653,39		
TOTAL DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	48 522 111,37	34 248 362,78	9 256 882,61	70,58%	89,66%
021 Virement de la section de fonctionnement	8 722 960,00				
040 Opé. d'ordre de transferts entre sections	3 382 397,06	3 294 573,87		97,40%	97,40%
041 Opérations patrimoniales	2 700,00	2 700,00		100,00%	100,00%
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	12 108 057,06	3 297 273,87		27,23%	27,23%
TOTAL	60 630 168,43	37 545 636,65	9 256 882,61	61,93%	77,19%
				72,33%	90,17%

taux de réalisation hors 021 - Virement de la section de fonctionnement

Le **tableau V** décrit la partie recettes de la section d'investissement. Composée comme pour le fonctionnement de fonds propres, tels que le Fonds de Compensation de la TVA (F.C.T.V.A.), la Taxe Locale d'Équipement (T.L.E.) et les amendes de police, mais aussi de fonds issus des partenaires co-financeurs (Grand Troyes, Département, Région, Etat, Europe) et d'établissements bancaires au travers du recours à l'emprunt.

En 2012, **4 549 857,72 €** (y compris les amendes de police) sont venus au titre des **subventions d'investissement** financer les opérations de travaux précités de la collectivité.

Comme indiqué auparavant, le recours à l'emprunt inférieur au remboursement annuel du capital apparaît au sein du chapitre **emprunts et dettes assimilées** pour un montant de **6 500 000 €**.

Les **dotations et fonds divers** pour un montant de **3 207 761,16 €** intègrent le fonds venant compenser le paiement de la TVA sur le budget communal en investissement soit un F.C.T.V.A. de 2 583 124,16 €, ainsi que le produit de la taxe d'aménagement (ex. T.L.E.) pour 624 637,00 €.

L'**excédent de fonctionnement capitalisé** de **10 460 468,37 €** provient de l'autofinancement dégagé en fonctionnement pour financer les investissements en 2011.

Les **immobilisations financières** (hormis la régularisation comptable citée en dépenses) enregistrent le remboursement de **180 000 €** par les budgets annexes de la quote-part de la dette qui leur est affectée.

Les **cessions d'immobilisations** ne font apparaître qu'une prévision puisque, conformément à la nomenclature de la comptabilité publique M14, les réalisations sont constatées en fonctionnement. Seules les plus ou moins-values sont transférées en investissement au travers des opérations d'ordre.

Après ajout de ces opérations d'ordre et des opérations pour compte de tiers les **recettes d'investissement** s'élèvent à **37 545 636,65 €** en 2012.

**TABLEAU VI - PRESENTATION CONSOLIDEE - BUDGET PRINCIPAL + BUDGETS ANNEXES
EQUILIBRE GENERAL**

(en milliers d'euros)

	PRINCIPAL	PATRIMOINE INDUSTRIEL	STATIONNEMENT PAYANT	TOTAL
I - FONCTIONNEMENT	20 211	-17	1 002	21 196
1 - RESULTAT DE L'EXERCICE	11 829	-17	447	12 259
2 - RESULTAT REPORTE	8 382	0	555	8 937
3 - RESULTAT CUMULE <i>(1 + 2)</i>	20 211	-17	1 002	21 196
II - INVESTISSEMENT	-9 911	-20	139	-9 792
1 - RESULTAT DE L'EXERCICE	-432	109	1	-322
2 - RESULTAT REPORTE	-9 479	-129	138	-9 470
3 - RESULTAT CUMULE <i>(1 + 2)</i>	-9 911	-20	139	-9 792
III - RESULTAT GLOBAL	10 300	-37	1 141	11 404
IV - REPORTS (solde : recettes - dépenses)				
1 - FONCTIONNEMENT	-377	-	-	-377
2 - INVESTISSEMENT	1 302	-	-224	1 078
3 - RESULTAT CUMULE <i>(1 + 2)</i>	925	-	-224	701
V - RESULTAT NET DE CLOTURE 2012	11 225	-37	917	12 105

D – RESULTAT DE L'EXERCICE 2012 - CONSOLIDATION AVEC LES BUDGETS ANNEXES

Deux services sont individualisés en budget annexe, le Patrimoine industriel et le Stationnement payant. Il convient à présent de consolider le budget principal avec ces deux budgets annexes.

Ainsi, le **tableau VI** offre-t-il une vue d'ensemble des résultats nets de clôture de tous les budgets de la Collectivité :

- **pour le budget annexe du Patrimoine Industriel** : le déficit net de clôture pour 37 000 € comprend 17 000 € de déficit en fonctionnement et 20 000 € en investissement ;
- **pour le budget annexe du stationnement payant** : le résultat net de clôture est arrêté à 917 000 €, dont 1 002 000 € en fonctionnement, 139 000 € en investissement et déduction faite des 224 000 € en crédits nets reportés

Au final, le résultat net de clôture global de la collectivité s'élève à **12 105 000 €** en **2012**.

Ainsi se présente donc le Compte Administratif 2012 soumis à votre approbation, conforme au Compte de gestion établi par Monsieur le Trésorier municipal.